

Le capital détruit du capital

Jean-Marie Harribey

25 octobre 2017

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2017/10/25/le-capital-detruit-du-capital>

Au début du XIXe siècle, au moment de la révolution industrielle, quand le capitalisme prenait son essor et développait la misère du prolétariat, des mouvements ouvriers tout juste naissants n'avaient pas d'autres moyens de protestation contre leur sort que de briser les machines dont ils pensaient qu'elles leur prenaient leur travail. Ainsi, les luddites anglais, tisserands de leur état, avaient brisé des machines à tisser. En France, en 1831, les canuts lyonnais fabriquant de la soie, voyant leurs salaires baisser, se révoltèrent en brisant également les machines.

Plus près de nous, en 2009, les salariés de Nortel au Canada, entreprise de matériel de télécommunications, menacent de faire exploser leur usine si la liquidation judiciaire de l'entreprise est prononcée. De fait, 465 personnes sont licenciées. La même année, en France, les salariés de New Fabris, sous-traitant automobile, brandissent la même menace ; mais 366 sont cependant jetés hors de leur emploi. Au printemps dernier, les ouvriers de GM&S, équipementier automobile, parlent à leur tour de faire exploser leur usine devant le risque de liquidation.

Qui sont les saboteurs ?

Le plus souvent, les luttes ouvrières ont eu pour souci de préserver l'outil de travail, mais le désespoir a parfois conduit les travailleurs à penser au geste contraire. Et, alors, l'idéologie dominante fustigeait celui-ci en appelant à la « responsabilité ». Les travailleurs seraient-ils irresponsables ?

Le papetier finlandais UPM, qui a décidé en 2013-2014 de fermer la plus ancienne papeterie d'Europe installée à Docelles (Vosges), vient de nous donner la réponse : il « a saboté les machines pour éviter qu'elles ne soient réutilisées », et « dans les Vosges, UPM casse son usine avant de partir », nous apprend Le Monde des 22 et 23 octobre 2017 [1]. La direction de l'entreprise a notamment décidé de percer un cylindre de métal tout neuf valant 100 millions d'euros. Toutes les machines seront vendues aux enchères pour une valeur 100 fois moindre. Le directeur Jean Kubiak explique : « Bien sûr, c'est un choix difficile. Je ne l'ai pas fait de gaieté de cœur. Mais il était nécessaire de rendre cette machine à papier définitivement inopérable. Si nous fermons l'usine, c'est pour réduire les surcapacités. Pas pour la retrouver ailleurs, et que sa production revienne en France inonder le marché ! »

Le patronat donne raison à Marx

Marx avait analysé le phénomène : la logique du profit et de l'accumulation conduit à la suraccumulation et la surproduction (les surcapacités dont parle Kubiak). Les capitalistes surmontent leur crise en dévalorisant ou détruisant le capital immobilisé en machines pour refaire partir en avant la rentabilité du capital financier. En sacrifiant au passage le travail vivant [2].

Le comble de l'affaire est que les travailleurs de Docelles avaient préservé cette machine neuve pendant trois ans et tenté de monter une coopérative de production. Mais la direction de l'entreprise a tout fait pour saboter (le sabotage est pour elle une seconde

nature !) le projet. Donc l'usine aboutira chez un ferrailleur. Une première pour le patronat ? Non. « Nous l'avons déjà fait avec d'autres usines, dans d'autres pays », déclare Kubiak.

[1] Denis Cosnard, « Une usine de Docelles vendue aux enchères ».

[2] Voir un texte précédent sur ce blog, « Au-delà du Code du travail, en ligne de mire le travail vivant » <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/tuer-travail-vivant.pdf>.